



POINT FORT

focus 3/20

mai

Villes et communes: fiables durant la crise



Renate Amstutz
directrice de l'Union des
villes suisses

Une enquête approfondie auprès de toutes les 131 villes membres de l'Union des villes suisses esquisse une première image. La crise du Covid-19 et les mesures pour endiguer la pandémie ont de lourdes répercussions, pour la plupart difficilement quantifiables pour l'instant, sur les finances des villes.

La Confédération et les cantons ont dû agir rapidement en vertu du droit d'urgence. Mais cette enquête vient aussi confirmer que les villes et les communes ont elles aussi immédiatement entrepris tout ce qui était en leur pouvoir; elles accomplissent avec force d'innovation et pragmatisme des choses extraordinaires pour porter à bout de bras l'économie et la population. Elles contribuent pour une part essentielle à la confiance accordée aux autorités dans le contexte de cette situation d'exception. C'est pourquoi l'Union des villes suisses a exigé depuis le départ que les décisions fondées sur le droit d'urgence qui affectent les domaines de prestations centraux des villes ne soient pas prises sans impliquer ces dernières – en raison du rôle important des villes et en raison de l'impact considérable que ces décisions ont sur elles.

Après le Covid-19, la Suisse sera différente, et pas seulement différente pour des raisons

financières. Comment l'usage de l'espace public changera-t-il, à quoi ressembleront l'urbanisme et les quartiers, la mobilité, le comportement de consommation, le numérique, l'organisation du monde du travail? Dans quelle mesure la modification des comportements des individus est-elle durable? Certaines choses qui paraissaient impensables il y a peu se révèlent soudain faisables. Pourtant les thèses sur le futur sont actuellement controversées, ce qui n'est guère surprenant. Une chose semble sûre: nous ne pouvons plus tenir pour acquis de pouvoir vivre dans une sécurité incontestée.

Les villes et les communes doivent rester d'autant plus opérationnelles. Les sollicitations exceptionnellement lourdes qui pèsent actuellement sur les échelons fédéral et cantonal ne doivent pas être répercutées sur l'échelon communal, lui aussi très fortement sollicité. Bien au contraire: l'échelon communal doit être impérativement renforcé, car après le droit d'urgence, le principe de subsidiarité reprend toute sa force. Les villes devront alors à nouveau travailler avec leur puissance créatrice habituelle. Elles le doivent, elles le veulent – et elles en sont capables. La crise nous occupe en ce moment et elle le fera encore très longtemps. Et là aussi, nous aurons besoin de villes et de communes fortes – main dans la main avec la Confédération et les cantons.

Chère lectrice, cher lecteur,

La crise actuelle creuse un trou dans les finances des villes et des communes. Son ampleur n'apparaîtra précisément qu'en 2021. Un facteur d'insécurité supplémentaire dans la planification financière est actuellement la mise en œuvre, concomitante, de la réforme fiscale et du financement de l'AVS (RFFA) dans les cantons. Même si ceux-ci sont tenus d'en compenser raisonnablement les effets subis par les communes, il faut s'attendre à des pertes fiscales.

Comment les villes veulent-elles surmonter cette situation financière difficile? Une enquête de l'Union des villes suisses permet de faire ce premier état des lieux: au premier plan figurent les réductions des dépenses, l'utilisation de la fortune ou une augmentation de l'endettement – les augmentations d'impôts doivent être évitées, dans la mesure du possible. Vous trouverez de plus amples informations à ce propos dans la présente édition du «focus».

Nous vous souhaitons bonne lecture!

Sommaire

Point fort 1

Interview 2

Le thème 3

Session et procédures de consultation 4

L'UVS dans la ligne de mire 5

Agenda 6

INTERVIEW

«Le tourisme tessinois a été rudement mis à l'épreuve»


Marco Borradori
Maire de Lugano

Né le 6 juin 1959 à Lugano, en 1983, Marco Borradori termine ses études de droit à Zurich et en 1986, il devient avocat et notaire. En 1991, il est élu au Conseil national de la Ligue des Tessinois et en 1992, il entre au parlement municipal de Lugano. En 1995, il pose sa candidature au Conseil d'État et jusqu'en 2013, il est chef du Département du territoire. Élu dans la municipalité de Lugano le 14 avril 2013, il devient maire de Lugano. Il est titulaire du Dicastère des institutions, comprenant les Divisions Chancellerie municipale, Ressources humaines, Communication et relations institutionnelles, Développement économique et le Bureau des quartiers.

Comment percevez-vous votre ville en période de coronavirus?

J'ai encore devant les yeux l'image des places et des rues de Lugano désertes, comme nous les avons vécues pendant le confinement. Ce virus invisible nous a éloignés pour longtemps de ceux que nous aimons, il a restreint notre liberté personnelle, réduit à néant nos relations sociales et culturelles et paralysé l'économie et le tourisme. Avec les assouplissements des mesures, la ville retrouve peu à peu sa normalité, laquelle se présente cependant sous un jour inhabituel pour nous. Nous devons continuer à appliquer les mesures d'hygiène et de distanciation sociale.

Quels sont les défis particuliers que Lugano a dû et doit encore affronter dans ce contexte?

Le gouvernement de la ville a pris les premières mesures à temps afin de contenir la propagation de l'épidémie. Je pense par exemple à la fermeture précoce des écoles, aux mesures rapidement introduites concernant les événements publics et les activités sportives ainsi que celles relatives à la protection des personnels de l'administration municipale. La ville a mis en place une hotline pour les personnes particulièrement vulnérables et a été l'une des premières communes à prendre une série de mesures spécifiques en faveur de l'économie et a ainsi contribué à la préservation des liquidités des petites et moyennes entreprises.

Comment se déroule la collaboration entre la Confédération et le canton?

La coopération se passe très bien. Nous sommes en contact permanent avec l'équipe de direction cantonale. Un service municipal de coordination établit les nouvelles mesures de précaution et de protection conformément aux directives cantonales et fédérales. Grâce au soutien des institutions et de la population, il a été possible de sauver des vies et de faciliter le travail déjà très ardu des établissements de santé tessinois.

Lorsque vous repensez aux dernières semaines: qu'est-ce qui a bien fonctionné et où des erreurs ont-elles été commises?

Nous avons agi rapidement et concrètement à cette situation exceptionnelle. Les décisions du gouvernement de la ville étaient conçues pour répondre aux besoins et aux particularités de la ville de Lugano, si nécessaire par amendement des directives cantonales. C'étaient des semaines de travail intense, durant lesquelles la priorité absolue était de circonscrire les risques de contagion et de préserver la santé de la population; en même temps, nous nous sommes également préparés au redémarrage prochain.

Dans quelle mesure votre rôle en tant que maire s'est-il modifié durant la crise?

Nous avons conjugué toutes nos forces dès le départ afin de nous engager en faveur

de la protection des groupes de population les plus faibles et du soutien de l'économie. Les semaines passées de confinement dans le Tessin nous ont démontré sans équivoque qu'aucune forme d'économie ne peut exister sans protection de la santé publique.

Comment se porte-t-il le tourisme tessinois?

Le tourisme tessinois a été rudement mis à l'épreuve par l'état d'urgence causé par cette pandémie. Il ne va s'en remettre que progressivement, puisque dans le proche avenir, les arrivées de l'étranger seront pour la plupart exclues et les hôtels et restaurants devront opérer dans le respect de mesures d'hygiène et de distanciation spatiale.

À quoi ressemblera Lugano dans 20 ans?

Lugano est ma ville, j'y suis né et je me sens bien ici. À mes yeux, il est très important de garantir à ses habitant-e-s une qualité de vie satisfaisante. Comment je me représente Lugano dans 20 ans? Comme une ville solidaire et hospitalière, ouverte à la collaboration à l'échelle locale, nationale et internationale. Comme une ville attrayante aux plans artistique, culturel et touristique, dotée d'une économie innovante placée sous le signe de la croissance et de la qualité. Elle est particulièrement respectueuse du paysage et de l'héritage historique et culturel et elle encourage une utilisation réfléchie de l'environnement et des ressources énergétiques.

THÈME

Finances des villes et crise du coronavirus: un premier état des lieux

La crise actuelle et les mesures pour endiguer l'épidémie du coronavirus vont entraîner de lourdes conséquences pour les villes et communes et leurs finances. Une enquête de l'Union des villes suisses auprès de ses 131 villes membres esquisse les premières tendances et donne un aperçu des mesures concrètes que les villes et les communes ont prises dans le contexte de la crise du coronavirus.



Michael Felber
responsable Politique financière et économique, Union des villes suisses

Un premier état des lieux auprès des villes et des communes montre que les répercussions concrètes sur les finances des villes ne peuvent être que partiellement estimées à l'heure actuelle. Il y a actuellement encore trop d'incertitudes pour procéder par exemple à une estimation précise de la situation financière des villes et des communes pour toute l'année 2020 ou même pour établir le budget 2021. Cela dépend de définitive également de la durée des restrictions ordonnées par le Conseil fédéral et de l'évolution de l'ensemble de l'économie au cours des prochains mois. Les villes interrogées craignent en outre des pertes de revenus supplémentaires à travers la mise en œuvre de la réforme fiscale et du financement de l'AVS (RFFA) à l'échelon cantonal. L'enquête montre cependant que les villes voudraient renoncer en grande majorité à des augmentations d'impôts et qu'elles souhaitent plutôt compenser les pertes financières escomptées par des réductions de dépenses, l'utilisation de la fortune disponible et une augmentation de l'endettement.

«L'enquête montre cependant que les villes voudraient renoncer en grande majorité à des augmentations d'impôts.»

Mesures fréquentes en faveur de l'artisanat local et de la culture

Environ 80 % des villes ont pris des mesures en faveur de leurs locataires professionnel-le-s, concrètement par une renonciation ou une réduction du loyer ou par un sursis au paiement du loyer durant le confinement. Une majorité des villes a en outre

pris d'autres mesures en faveur de l'artisanat et des indépendants. Des crédits de transition et des aides financières ont ainsi été accordés, des portails en ligne ont été financièrement soutenus, des bons ont été distribués, des contrats de travaux ont été déclenchés et toutes les factures impayées de créanciers ont été réglées sans délai. Dans le domaine de la culture, les subventions ont continué d'être payées indépendamment de la fermeture et les contributions déjà décidées pour des événements qui ont dû être annulés ont été virées.

Importantes différences dans le domaine de l'accueil des enfants

Dans d'autres domaines, il est pour l'instant encore trop tôt pour faire une estimation des conséquences financières. En effet, les villes ont-elles certes constaté au début de la crise une augmentation des nouvelles inscriptions à l'aide sociale. Mais les trains de mesures d'aide de la Confédération ont entre-temps ralenti cette évolution. L'évolution du nombre des cas sociaux et ainsi également des coûts dépendra très largement de l'évolution économique dans les prochains mois.

Dans le domaine de l'accueil des enfants, d'importantes différences peuvent être constatées s'agissant des pertes de revenus (crèches, écoles de jour). Le soutien cantonal est très variable à cet égard. Certaines communes et villes ont soutenu des crèches privées au moyen d'aides financières de transition, de contributions à la couverture du déficit, du maintien des paiements de subventions ou de la prise en charge des contributions financières des parents.

En raison de la fermeture des institutions culturelles, sportives et de loisirs ordonnée par le Conseil fédéral, les villes doivent également s'attendre à des pertes financières. Certaines villes ont en outre décidé de renoncer à la perception de redevances (utilisation de l'espace

public, redevances de stationnement, étals de marché). Les pertes de revenus concrètes au titre du résultat annuel 2020 ne sont cependant pas encore chiffrables.

Mise en œuvre cantonale de la RFFA comme facteur supplémentaire d'incertitude

Il est probable que la crise du coronavirus fasse brusquement plonger les comptes des finances municipales dans le déficit. Un facteur d'incertitude supplémentaire réside dans la mise en œuvre, au même moment, de la RFFA par les cantons. En raison de l'incertitude financière actuelle, il est maintenant d'autant plus important que les cantons s'efforcent de compenser équitablement les charges et qu'ils appliquent la clause communale que l'Union des villes suisses avait réclamée avec force lors de l'élaboration de la RFFA. Cette clause exige que les communes soient raisonnablement indemnisées à l'échelon cantonal pour les conséquences financières des pertes fiscales qu'elles subissent.

«Il est maintenant d'autant plus important que les cantons s'efforcent de compenser équitablement les charges et qu'ils appliquent la clause communale de la RFFA.»

S'agissant de l'accueil extra-familial des enfants, l'Union des villes suisses s'est engagée en faveur d'un soutien financier des institutions concernées lors de la session extraordinaire. Sur ce, le Parlement a décidé d'apporter un soutien financier à hauteur de 65 millions. À présent, il faut s'assurer que ces fonds parviennent de manière simple et efficace aux crèches et écoles de jour.

Dans le domaine des transports, les conséquences financières sont actuellement difficiles à chiffrer; les entreprises de transport municipales doivent cependant tabler sur d'importantes pertes financières. À ce propos également, l'indemnisation ou non du chômage partiel pour les entreprises de transport municipales va être cruciale. Une chose est claire: le trafic local doit en tous points être traité de la même manière que les autres transports publics.

POLITIK

Retour sur la session extraordinaire et regard sur la session d'été

L'Union des villes suisses a accompagné de près la session extraordinaire et se réjouit des décisions positives qui ont été prises dans les domaines des crèches et des transports publics. Durant la session d'été, l'Union des villes suisses espère une conclusion rapide des projets sur les prestations transitoires pour les chômeurs âgés ainsi que sur la révision totale de la loi sur le CO₂.

Session extraordinaire:

Le Parlement soutient les crèches

Le Parlement reconnaît l'importance des crèches pour les familles et l'économie. Il a accordé des aides financières d'un montant de 65 millions de francs destinées à soutenir les cantons, les villes et les communes dans leur engagement en faveur des structures d'accueil pour enfants. L'Union des villes suisses se réjouit de cette décision. Une enquête réalisée par cette dernière avait montré que de nombreuses structures d'accueil pour enfants se sont retrouvées dans une situation financière critique en raison de la crise du coronavirus.

Soutien des transports publics

Les préoccupations de l'Union des villes suisses ont également été entendues à propos des transports publics. Le Parlement veut que la Confédération, les cantons et les sociétés de transport élaborent ensemble un projet aux fins de mitiger les pertes de

revenus dans les transports publics. L'Union des villes suisses tient beaucoup à ce que le trafic local soit pris en considération à cet égard.

Finalisation des aides financières

Le Parlement a validé plus de 57 milliards de francs pour la maîtrise de la crise du coronavirus. Sont notamment prévus 40 milliards de francs pour les PME, 6 millions de francs pour l'indemnisation du chômage partiel, 5,3 milliards de francs au titre des allocations pour perte de gains en faveur des travailleurs indépendants et l'allocation, également importante du point de vue des villes, d'un crédit de 280 millions pour la culture.

Session d'été:

Soutien de la politique climatique

La révision totale de la loi sur le CO₂ n'a pas pu être discutée jusqu'au bout en raison de l'interruption de la session de printemps en mars; elle est à présent mise à l'ordre du jour de la session d'été. L'Union des villes suisses espère une adoption rapide de la révision de la loi sur le CO₂ et ce, dans sa forme efficace actuelle. Ce projet soutient des mesures importantes en faveur de la protection du climat dans les villes, telles que l'assainissement d'immeubles, des formes de propulsion alternatives pour les transports publics, le développement de réseaux thermiques et pour l'approvisionne-

ment en chaleur le passage à des sources d'énergie renouvelables.

Prestations transitoires

Les prestations transitoires soulagent les prestations complémentaires et l'aide sociale, ce qui, du point de vue des villes et des communes, doit être salué. La délibération sur ce projet a été interrompue par la fin anticipée de la session de printemps. La Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national s'est entre-temps rapprochée de la décision du Conseil des États. La seule divergence reste le montant du plafond pour les personnes seules.

«Un emploi grâce à une formation»

La motion «Un emploi grâce à une formation» du conseiller national Kurt Furi demande que dans le cadre du message FRI 2021-2024 des fonds fédéraux soient utilisés pour la promotion des compétences de base et la qualification professionnelle des bénéficiaires d'aide sociale. Des enquêtes auprès des services sociaux des villes montrent qu'un nombre non négligeable de bénéficiaires d'aide sociale pourraient être réintégrés dans le marché du travail si les compétences de base (lire, écrire, connaissances informatiques) sont améliorées de manière conséquente. Ces fonds fédéraux doivent conduire à ce que cette offre soit systématiquement mise en place dans tous les cantons. L'Union des villes suisses se félicite de ce projet.

Consultations

Réduire le risque de l'utilisation des pesticides (19.475 é Iv. pa.)

L'eau potable est un bien qui mérite tout particulièrement d'être protégé. En 2019 il est apparu clairement que les produits phytosanitaires (PPS) constituent un danger pour les ressources en eau potable de la Suisse et que des mesures doivent être prises en matière d'épuration. Ceci entraîne des coûts financiers importants pour les producteurs d'eau potable concernés. Dans sa prise de position sur l'avant-projet de

l'initiative parlementaire «Réduire le risque de l'utilisation des pesticides», l'Union des villes suisses demande à la CER-E un financement selon le principe de causalité des investissements des stations d'épuration d'eau potable qui sont actuellement nécessaires et le resteront durant les prochaines décennies du fait de la pollution par les PPS.

Sur le thème de l'eau potable, les deux initiatives populaires «Pour une eau potable propre» et «Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse» sont déjà pendantes. Concernant

la suite du processus politique, l'Union des villes suisses invite la CER-E à étendre la présente initiative parlementaire dans le cadre d'un contre-projet direct à ces deux initiatives populaires et de compléter ce contre-projet avec des dispositions concernant le financement selon le principe de causalité des infrastructures d'eau potable.

Autres consultations disponibles sous:
www.uniondesvilles.ch

ACTUALITES

L'UVS dans la ligne de mire

Les Statistiques des villes suisses 2020 sont consacrées aux agglomérations

Cette année, les Statistiques des villes suisses jettent un regard au-delà des limites des villes-centres et se consacrent essentiellement aux 49 agglomérations de la Suisse. Sur la base de données détaillées, l'annuaire montre l'ampleur de la croissance de population dans les agglomérations, quelles activités sont poursuivies, quelles branches d'entreprises s'implantent, quelle est la situation au regard de la surface habitable ou quelle sorte de mobilité est utilisée dans les agglomérations. Aujourd'hui, 73 % de la population de Suisse vit dans les 49 agglomérations et dans leurs villes-centres. Alors qu'en 1998, la surface totale des agglomérations comprenait encore 6452 km², elle occupe aujourd'hui 11 364 km² (état 2019), soit presque deux fois plus d'espace qu'il y a 20 ans. Les Statistiques des villes suisses sont publiées en coopération entre l'Union des villes suisses et l'Office fédéral de la statistique. Les résultats de l'annuaire sont basés sur les informations provenant de 171 villes et communes urbaines.

www.uniondesvilles.ch

Charte pour le climat et l'énergie des villes et des communes

Malgré la crise actuelle, la protection du climat est plus nécessaire que jamais. Les villes disposent de leviers efficaces afin de réduire les émissions de CO₂. Elles veulent par conséquent poursuivre leur engagement varié et de longue date en dépit de la situation actuellement critique. L'an dernier, une série de villes et de communes suisses ont élaboré ensemble la «Charte pour le climat et l'énergie des villes et communes». Celle-ci réunit les communes et les villes signataires dans un engagement commun en faveur d'une protection du climat résolue et efficace. Les villes ayant participé à l'élaboration de cette charte ont été invitées à la signer début mars. Depuis lors, les villes d'Aarau, Baden, Bâle-Ville, Berne, Berthoud, Köniz, Landquart, Lausanne, Lucerne, Schaffhouse, Saint-Gall, Thoun, Wil et Zurich l'ont ratifiée. L'Union des villes suisses invite ses membres ainsi que d'autres villes et communes à signer cette charte. Les villes et communes intéressées se manifestent auprès

de l'Alliance pour le climat Suisse, au sein de laquelle se situe la gestion par commissaire de cette charte.

Les villes s'engagent déjà depuis longtemps en faveur d'une politique énergétique et climatique durable. Une action résolue est également requise de la part de la Confédération et des cantons. Des conditions-cadres offrant aux villes une sécurité d'investissement et de planification sont nécessaires

www.uniondesvilles.ch

Le nouveau «Réseau logistique urbaine» favorise les échanges entre les villes

L'Union des villes suisses dirige désormais le «Réseau logistique urbaine». Cette union informelle de responsables en matière de transport de marchandises dans les villes sert à l'échange institutionnalisé et à la discussion des évolutions les plus récentes dans le transport, le transbordement et l'entreposage de marchandises dans les régions urbaines. La croissance des flottes de véhicules de livraison et la progression du commerce en ligne requièrent des concepts qui garantissent que l'approvisionnement et l'élimination dans les villes soient assurés sans pour autant entraîner d'accroissement démesuré de la circulation. D'une part, une partie de ces concepts sont des lieux vers lesquels les marchandises sont acheminées sous forme groupée et à partir desquels elles sont finement distribuées par des moyens de transport adaptés, tels que des vélos-cargos. D'autre part, des expériences sont menées avec des dépôts de paquets dans les quartiers, pouvant évoluer et se transformer en de nouveaux lieux centraux. Pour de plus amples informations concernant ce réseau veuillez vous adresser à paul.schneeberger@staedteverband.ch.

Coronavirus: Informations pour les villes et communes sur notre site web

L'Union des villes suisses a attentivement suivi la crise du coronavirus et ses répercussions sur les villes et les communes urbaines au cours des dernières semaines. De nombreuses informations utiles, de l'assistance et des positions peuvent être trouvées dans un dossier sur le site web de l'association.

www.uniondesvilles.ch

Brèves

Contre la violence domestique

Avec le lancement d'une campagne nationale d'affichage, la «task force contre la violence domestique» souhaite attirer l'attention des personnes concernées sur ses offres. La diffusion de ces affiches dans les locaux des besoins quotidiens veut donner aux personnes concernées et à leurs proches le courage de s'informer auprès d'un service de consultation pour les victimes de violences ou de se laisser conseiller. Ces affiches sont disponibles en 13 langues.

www.migesplus.ch

Stratégie «zéro déchets» pour les villes

Une petite ville italienne a appelé à lutter contre les montagnes de déchets et de plastique. Campanori est la première ville à élaborer une stratégie complète de zéro déchets: au moyen de collectes de déchets séparées, d'enlèvements de déchets de porte à porte, de stations de recyclage et de produits dépourvus d'emballage, la ville est parvenue à réduire considérablement le volume de ses déchets. L'initiateur, Rosano Ercolini présente le projet dans une édition du magazine Pro Natura.

www.pronatura.ch

Des conseils pour des bureaux frais

La brochure «Restez cool» fournit des conseils sur les moyens de rafraîchir les bureaux et les locaux commerciaux par des moyens alternatifs et sans installations de climatisation. Cette brochure peut être commandée dans sa version imprimable ou être consultée sur internet sous le lien suivant.

www.suisseenergie.ch

Offres pour les vacances dans les écoles

En réaction aux conséquences négatives de la crise du coronavirus, la Fondation «IdéeSport» souhaite organiser des semaines d'activités physiques et de rencontres dans les écoles primaires suisses. Les villes et communes intéressées qui souhaitent contribuer à l'élaboration d'offres dans leurs écoles peuvent se manifester sur le site web de la Fondation.

www.ideesport.ch (en allemand)

Agenda

Union des villes suisses UVS

- 27/28 août 2020** **Journée des villes 2020** à Thoun
Informations: Christina Grab, téléphone 031 356 32 32, info@staedteverband.ch
- 26/27 août 2021** **Journée des villes 2021**
Informations: Christina Grab, téléphone 031 356 32 32, info@staedteverband.ch

Sections de l'Union des villes suisses

- 8 septembre 2020** **Réseau Quartiers Vivants sur place** à Suhr
Informations: Dominic Blumenthal, téléphone 031 356 32 32, netzwerk@lebendige-quartiere.ch
- 3 novembre 2020** **Séminaire d'automne du Réseau Quartiers Vivants** à Berne
Informations: Dominic Blumenthal, téléphone 031 356 32 32, netzwerk@lebendige-quartiere.ch
- 23 novembre 2020** **Forum d'automne de la Conférence des villes pour la mobilité** à Berne
Informations: Paul Schneeberger, téléphone 031 356 32 32, info@skm-cvm.ch

Divers

- Reporté**
Date encore ouverte **Conférence du jeu «Ville jouable» 2020** à Berne
Informations: www.pj.projuventute.ch
- 22 juin 2020** **Favoriser la nature et agir contre le changement climatique** à Bienne (Patronage: UVS)
Informations: www.pusch.ch
- 2 septembre 2020** **Congrès national d'AEE SUISSE 2020 «Accélération! Plus d'élan pour la révolution énergétique»** à Soleure (Patronage: UVS)
Informations: www.aee-congres.ch
- 3 septembre 2020** **Colloque asut «Suisse numérique: plus d'IoT ou IoT cauchemar»** à Berne (Patronage: UVS)
Informations: www.asut.ch
- 11 - 14 mars 2021** **Energissima – Forum pour les représentants des communes et les députés** à Bulle
Informations: www.energissima.ch

Impressum

Éditeur: Union des villes suisses UVS, Monbijoustrasse 8, Case postale, 3001 Berne
 Rédaction: Renate Amstutz, Marius Beerli, Barbara Brechbühl, Dominic Blumenthal, Michael Felber, Martin Flügel, Carol Mauerhofer, Lynn Moser, Maja Münstermann, Paul Schneeberger;
 traduction: proverb; Photos: photo page 1: Rolf Siegenthaler; portrait page 1: mäd; page 2: mäd; page 3: mäd.
 Téléphone: 031 356 32 32, www.uniondesvilles.ch
 Abonnement à focus: info@uniondesvilles.ch